LES MIGRANTS DE CEUTA-SEBTA OU L'EFFROYABLE CHANTAGE DE MOHAMMED VI

Les eurodéputés demandent solennellement de séparer le Sahara occidental du Maroc

Acculé de toutes parts, le Maroc tire sur tout ce qui bouge. Lamamra, Belani, les eurodéputés, les magistrats de Luxembourg-City et ouvre Sebta aux migrants subsahariens...

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

En ouvrant les vannes de l'émigration subsaharienne vers l'Europe à travers Ceuta c'est-à-dire Sebta, enclave espagnole en territoire marocain que le palais de Rabat admet, toute honte bue.

Le Maroc cherche à intimider, provoque Bruxelles pour une unique raison... Pousser l'Union européenne à s'asseoir sur la décision de la Cour de justice qui ne reconnaît aucune souveraineté marocaine au Sahara occidental.

Pourtant, Rabat sait, dans ses trois démembrements, Palais, Makhzen et gouvernement Benkirane, que pour l'Union européenne, cela relève de l'impossible sinon du dangereux. Impossible pour les responsables politiques de Bruxelles de contourner l'arrêt des magistrats de Luxembourg-City et de continuer à voler les richesses d'autrui (agricoles, halieutiques ou autres, du peuple sahraoui).

Lors de la réunion de la délégation Maghreb du Parlement européen (PE), un eurodéputé a suggéré, en coulisses, que «dorénavant, il ne reste qu'une seule possibilité pour nous (Européens, ndlr), négocier avec le Polisario et lui restituer tous les bénéfices, directs ou indirects, que les Accords agricole et de pêche signés avec le Maroc engendrent». D'où, sans doute, la tête des mauvais jours de l'ambassadeur du Maroc après la rencontre avec les europarlementaires européens.

Les Européens, il est vrai, n'ont plus vraiment le choix face à la question sahraouie.

En droit, leur droit, il leur est désormais interdit d'aller au Sahara occidental comme si de rien n'était et piller, à travers des arrangements bidon avec le Maroc, les richesses d'un peuple, d'un territoire identifié comme non-autonome, relevant de la doctrine des Nations-unies en matière de décolonisation.

Saisissant cette opportunité, plusieurs eurodéputés, membres ou pas, de l'intergroupe «Paix pour le peuple sahraoui», ont saisi hier, par écrit, la Commission européenne, le gouvernement économique de l'UE, en définitive, pour lui demander de se conformer aux légalités internationale et européenne. D'un mot, ne plus inclure le Sahara occidental dans ses marchandages avec le Maroc. Ce dernier le sait bien et en a même été informé, Bruxelles ne pourra plus faire comme si l'arrêt de justice du Luxembourg n'existait pas.

Signe des temps et avant-coureurs, les lobbies pro-marocains dans la capitale européenne disent et font dire que «c'est l'Europe qui a besoin du Maroc et non le contraire». Comprendre, la crise entre Bruxelles et Rabat frappe à la porte. Les médias du royaume de Mohammed VI, officiels et officieux, ciblent deux personnalités algériennes pour expliquer leurs déboires diplomatiques.

Lamamra, ministre des Affaires étrangères, Belani, ambassadeur de son pays, l'Algérie, en Belgique et au Luxembourg et les juges européens qui, selon la folie marocaine, «auraient été approchés par des lobbies pro-algériens»...

En gros, Rabat veut se débarrasser de Lamamra, affecter Belani ailleurs que Bruxelles et jeter par-dessus bord l'arrêt de justice — final et sans appel — de la Cour européenne. Ceuta-Sebta continuera d'accueillir des migrants.

A. M.

CAMEROUN

Fuyant Boko Haram, les déplacés veulent juste «à manger»

«Nous voulons seulement à manger. Si vous pouvez nous aider», supplie Fadi, 17 ans, qui a fui les tueries de Boko Haram dans le nord du Cameroun, un «conflit oublié» au centre d'une conférence des donateurs à Oslo hier.

Comme Fadi, des milliers de Camerounais ont abandonné leurs villages situés le long de la frontière avec le Nigeria par peur d'être pris pour cible par le groupe jihadiste nigérian. Un exode qui touche tous les pays riverains du lac Tchad : Nigeria, Cameroun, Tchad et Niger. Il y a un an, le mari de Fadi a été abattu par Boko Haram lors d'un assaut visant Gréa, leur village près de la frontière nigériane. «Ils sont entrés chez nous, ils l'ont tué et sont repartis», explique Fadi qui affirme ne pas comprendre aujourd'hui encore pourquoi son mari a été exécuté. «Après l'avoir enterré, nous avons fui».

La toute jeune veuve s'est installée à Kolofata, où les abris de fortune construits dans l'urgence à l'aide de tiges de mil et de paille s'étalent à perte de vue. Au total, des milliers de réfugiés.

Près d'un puits, des jeunes filles remontent un seau sans assez d'eau pour remplir leurs récipients. La saison sèche tarit les rivières.

A l'entrée du campement, des hommes assis à même le sol mangent dans la même assiette du couscous à base de mil. En bordure de route, deux femmes cuisent des beignets au feu de bois. «Il arrive souvent que nous dormions affamés», glisse Fadi. «Je veux à manger», hurle une autre femme, Mariam Malabba, dont Boko Haram a tué plusieurs membres de la famille. Son bébé réclame le sein qu'elle s'empresse de lui donner. «Notre ration alimentaire est constituée uniquement de mil», raconte-t-elle. «Du poisson et de la viande ? Non! Non ! C'est un luxe que nous ne pouvons nous permettre». «Pour manger c'est difficile. La quantité de nourriture est très insuffisante», renchérit un autre déplacé, Oumarou Abba, venu de Kerawa, à la frontière, avec ses trois femmes et leurs 18 enfants.

Première distribution

A quelques mètres du campement, une foule de déplacés attend devant l'entrée de l'hôpital public de Kolofata où le Comité international de la Croix-rouge (CICR) amorce une distribution alimentaire pour 2 500 ménages.

C'est la première fois que cette organisation internationale mène une telle opération dans cette ville où les humanitaires sont relativement absents depuis le déclenchement du conflit en 2014.

Juchés sur deux camions, des volontaires déchargent des sacs de riz, de farine et des cartons d'huile. Des agents de sécurité vérifient à l'aide de détecteurs de métaux si certains dans la foule ne portent pas sur eux des explosifs. Dans la région, des kamikazes de Boko Haram comettent de nombreux attentats-suicide.

Peu après avoir reçu son kit alimentaire, une vieille dame lève les deux mains vers le ciel pour remercier Dieu. Une autre attache son bébé dans le dos et charge sur sa tête un sac de 12 kilos de farine, reçu en même temps qu'un sac de riz, de haricots et des bouteilles d'huile.

Aidé par sa fille, un homme transporte péniblement sur son vélo deux sacs de riz et farine. «Nous sommes contents de cette aide. C'est la première fois», se réjouit Madou Blama sous les applaudissements des membres de sa famille.

«Maintenant, il nous faut des bâches pour faire la toiture de nos maisons».

Si la distribution redonne du sourire aux déplacés, plusieurs autres affichent une grosse déception parce qu'ils n'ont rien eu. «Nous aidons les plus vulnérables. Nous avons des capacités et des moyens limités», justifie Bah Ibrahima, coordinateur de la sécurité économique au CICR. «Les besoins sont énormes».

Ce conflit qui dure depuis trois ans «a entraîné une crise humanitaire dans l'Extrême-Nord qui était déjà une des régions les plus pauvres et les moins instruites du Cameroun», souligne un récent rapport de l'International Crisis Group.

L'organisation demande à la communauté internationale de «trouver des moyens» pour venir en aide à plus de «1,6 million de personnes» ayant besoin d'une aide humanitaire d'urgence.

FRANCE

À la rencontre des «marcheurs» d'Emmanuel Macron

Souvent novices en politique, ils ont vingt ans à peine voire quatre fois plus : les «marcheurs» se retrouvent au café pour discuter et écouter les discours de leur candidat à la prochaine présidentielle française, Emmanuel Macron.

Aymar Delacroix s'illumine quand il parle du fondateur du mouvement «En marche !» qui l'a conduit à s'engager pour la première fois en politique ... à l'âge de 83 ans.

«Je me suis dit que ce type avait l'air intéressant. Il était nouveau, pas comme tous les autres qui sont là depuis toujours», explique ce grand-père à propos de l'ancien ministre de l'Economie qui a claqué la porte du gouvernement socialiste et porte une candidature "progressiste», «ni de droite, ni de gauche».

Pour écouter le dernier discours prononcé à Toulon (sud-est), Aymar

Delacroix a rejoint dans un bar à vin de son quartier parisien une soixantaine de supporters d'Emmanuel Macron pour la plupart bien plus jeunes que lui.

Autre habituée de ces «apéros» régulièrement organisés un peu partout en France, Chloé Lescoules, 25 ans, étudiante issue d'une famille d'artistes installée dans les montagnes des Pyrénées (sud-ouest).

Comme Aymar Delacroix, cette blonde qui étudie pour devenir commissaire priseur ne s'était jamais impliquée dans une campagne électorale avant qu'Emmanuel Macron n'entre en scène en promettant de régénérer le système politique et économique. Chloé Lescoules apprécie l'ancien banquier d'affaires qui, au poste de ministre, a dérégulé des secteurs très règlementés comme les ventes aux enchères. «Il est profondément bienveillant», assure-t-elle.

Emmanuel Macron qui bat des records d'affluence dans ses meetings, mise sur ceux que séduit sa proposition innovante de mixer liberté économique et égalité. Il a obtenu jeudi le soutien du centriste François Bayrou, vétéran de la politique française. Et les sondages le donnent au coude à coude avec le candidat de la droite, François Fillon, déstabilisé par des soupçons d'emplois fictifs, pour affronter au second tour la patronne de l'extrême droite, Marine

Le Pen, renforcée par le Brexit et l'élection du président américain Donald Trump.

Bénéfice du doute

Créé il y a onze mois, son mouvement revendique près de 200 000 adhérents, souvent des modérés qui déplorent la montée des extrêmes et le clivage droite/gauche.

Aymar Delacroix, qui pense que «la France a le coeur à gauche mais le portefeuille à droite» a, comme des milliers de bénévoles, fait du porte à porte, pour sonder les Français. «Les attentats terroristes et le chômage sont les préoccupations principales», explique-t-il.

Quelque 25 000 questionnaires ont été collectés, les résultats passés au crible par un logiciel d'analyse de données, nourrissent les discussions organisées par les comités locaux.

Emmanuelle Moors, responsable dans le secteur pétrolier, qui a assisté à un débat sur l'éducation animé par des enseignants et des psychologues, a été épatée par le niveau des discussions.

«J'ai vu qu'ils cherchaient vraiment à améliorer les pratiques, ce n'était pas du bluff», juge cette quinquagénaire.

Les critiques de Macron dénoncent un «effet de bulle», voient ses difficultés à produire un programme politique structuré comme une preuve de son manque de substance et se moquent de ses accents quasi-messianiques.

Ses récentes déclarations sur la colonisation qualifiée de «crime contre l'humanité» ont suscité l'indignation à droite, ses propos sur «l'humiliation» des opposants au mariage gay ont provoqué un tollé à gauche.

Mehdi Guillo, un «marcheur» de 23 ans qui vit en banlieue parisienne, a perçu la remarque sur la colonisation comme un baume pour les Algériens blessés. «Est-ce que les banlieues voteront pour Macron juste à cause de cela ?

Non. Mais il a désormais le bénéfice du doute», dit cet étudiant en droit de l'université de la Sorbonne.

Mehdi Guillo admet d'ailleurs que ce n'est pas facile de convaincre les jeunes des banlieues -- souvent abstentionnistes -- de soutenir un candidat, même pour contrer la montée de l'extrême droite. «Ils disent nous ne ferons pas barrage à Le Pen si c'est pour repartir sur 15 ans d'alternance gauche-droite. Ils sont tentés de laisser le loup entrer dans la bergerie».